

BALISES POUR L'INSOUMISSION

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, l'étymologie n'est pas un sport de salon. Bien souvent, à travers la généalogie des mots se révèle l'archéologie de la pensée — et toujours à travers des chemins très concrets.

Francis Martens, psychologue, anthropologue, président de la Fédération nationale des psychologues praticiens d'orientation psychanalytique (APPPsy).

Ainsi, le mot « lire » en français vient-il du latin *legere* qui veut dire d'abord « cueillir ». Lire, c'est « cueillir avec les yeux ». Dans ce sillage, *legere* lesté du préfixe *inter* (entre) devient *inter-legere*, qui littéralement veut donc dire « lire entre les lignes » : ne pas se laisser aveugler par l'évidence première. En latin courant, cela donne *intelligere* – concevoir, comprendre – qui débouche en français sur le mot « intelligence ». Étymologiquement donc, l'« intellectuel » c'est celui qui, par-delà l'effroi du moment ou la séduction des apparences, est capable d'aller cueillir le sens entre les lignes.

Au fil des ukases, nous approchons d'une zone critique où penser c'est déjà résister.

Évoquant cette cueillette sélective, nous ne sommes pas loin du mot « secret », intégrant le préfixe « se » qui indique une *mise à part*, une *séparation*.

Plus précisément, « secret » correspond au participe passé substantivé – *secretum* – du verbe latin *se-cernere* : *distinguer, mettre à part, séparer*. On est dans le même champ sémantique que celui de l'intelligence : *inter-legere*. Mais à lui seul le verbe *cernere* signifiait déjà *comprendre, distinguer, décider, trancher* – ce qui donne à entendre que le *se-cernere* latin, devenu « secret » en français, invite à un redoublement de discernement en matière de *secret*. Une incitation étymologique à la prise de responsabilité ! Rien à voir donc avec la divulgation machinale d'un secret administrativement

partagé. Rien à voir avec la délation préventive à laquelle on veut « soumettre » – c'est le mot – les travailleurs sociaux. Au fil des ukases, nous approchons d'une zone critique où *penser c'est déjà résister*. En un point où aucune procédure ne peut se substituer à la mise en tension critique des exigences du secret professionnel et de celles de l'assistance à personne en danger.

Historiquement, le secret médical a servi de repère à nombre de professions. Il est remarquable que son exigence porte non seulement sur les maladies et les actes médicaux, mais sur tout ce que le praticien a pu surprendre dans l'entourage du patient. Avec le serment d'Hippocrate, c'est aussi de la protection et peut-être même de la naissance de la vie privée qu'il s'agit. Il n'est pas indifférent que les enseignements du célèbre médecin interviennent au V^e siècle avant notre ère, en Grèce, au moment d'émergence de la démocratie. Dans cette perspective, il n'est pas étonnant que les attaques contre le secret professionnel surviennent à un moment d'érosion des repères. Sur une toile de fond où s'émiettent les familles politiques, le vacillement du secret professionnel apparaît symptomatique d'une société remplaçant la nécessaire utopie politique par une dangereuse paranoïa.

Discours idéologique et inhibition de la pensée

Face au vacillement des idéaux, il ne reste plus sans doute que la rationalité anthropologique pour offrir quelques balises. Je voudrais en évo-

quer quatre : concernant le registre sous-estimé du travail, celui de la tension entre pulsion et civilisation, celui de l'inéluctable xénophobie, celui enfin de la nécessaire solidarité. Il s'agira surtout de déminer le discours idéologique et son inhibition de la pensée. Rappelons que ce discours, au sens de Karl Marx, sert à préserver un rapport de forces pour ceux qui en bénéficient. Il est par définition biaisé. Une des ruses est de rendre un énoncé indiscutable en le renvoyant à la « nature des choses », alors qu'il ne s'agit que d'une construction culturelle profitant à certains. Pensons à l'interprétation de la différence homme-femme, par exemple. Une variante réside dans l'appel à l'« objectivité scientifique » pour dénier toute prise de position politique. Ou dans la récusation de toute élaboration critique, au nom d'une position « neutre » relevant de la description quantitative d'une part « objective » du réel. À ce niveau, la pseudo-rationalité du « management » prête particulièrement à confusion. Emprunté à l'anglais, le mot ne serait qu'un retour du français *mesnager* (XV^e siècle), lui-même issu du latin *manus* : la main. Et qui ne voudrait mettre la main à la pâte pour rationaliser son travail ? Mais il y a néanmoins management et management. Car selon qu'il s'agisse d'une association sans but lucratif, d'un service de santé, d'une unité de production de biens, ou d'une société à visées purement spéculatives, les critères d'efficacité diffèrent de même que les moyens pour y parvenir. Ainsi, quand il ne s'agit que d'optimiser les gains, le travail n'est qu'une variable d'ajustement. Autrement dit, un produit jetable.

Côté déchet humain, une « délocalisation » – une suppression d'emplois – fait apparaître une toute autre valeur du travail. Pour la plupart des personnes, il y va de la mise à mal d'un des marqueurs de l'identité, en même temps que de la mise en péril des liens qui arment le quotidien. Il y va du tissu social et de l'estime de soi tout autant que de la sécurité matérielle. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la dépression est devenue la première cause d'incapacité au monde. Dans nos pays, elle se voit corrélée en premier avec la solitude, en second avec le chômage – lui-même générateur de solitude. Statistiquement, de 5 à 20% de dépressifs se suicident. Et il faut ajouter à cela, chez ceux qui bénéficient d'un emploi, l'efflorescence exponentielle d'une

souffrance qui rend malade, et que la médecine a nommé burn out. Il faut bien donner un nom aux choses, mais gardons-nous de médicaliser la souffrance sociale ! Ne pensant qu'aux flux financiers, Reagan, Thatcher, puis la Commission européenne, ont dérégulé le marché tout en le mondialisant. Cette option est idéologique en ce qu'elle se présente comme purement technique alors qu'elle conforte en réalité un choix politique : celui d'une mondialisation pilotée par la concurrence plutôt que par la solidarité – cette dernière apparaissant peu rentable à l'investisseur piloté par le seul profit immédiat.

Concurrence généralisée

Dans l'univers économique de la dérégulation sauvage et de la jouissance immédiate, rien de plus haïssable évidemment que les règles et la médiation. Il y a donc une certaine logique à priver les tribunaux de greffiers, à supprimer les chambres à trois juges, à faire sous-traiter les expulsions par l'administration, à se moquer des décisions de justice, à ne pas s'embarasser de secret professionnel, à se passer de Sénat et à confier les lois à l'exécutif plutôt qu'aux états d'âme du législatif. Ainsi en va-t-il de l'émiettement silencieux des garanties démocratiques. « *Mais quel rapport, dira-t-on, avec le démantèlement du secret professionnel ?* » La réponse est simple : aucun rapport manifeste, mais le plus profond des rapports. La question du secret touche en effet au cœur du système, et le brouillard idéologique joue son rôle en donnant l'impression d'une absence de rapport. Il dissimule les contradictions et les aspérités. Il fait oublier que, sous les dehors policés de Wall Street, le néolibéralisme quand il se lâche n'est plus que « prédation sans frontière » avec pour devise : que le meilleur gagne, et après moi le déluge ! Nul besoin d'être écologiste pour prendre cette formule à la lettre. Mais il y a pire : en mettant chacun en concurrence avec chacun, le néolibéralisme fait a priori de tout autre un ennemi. Il évolue dans l'univers de Carl Schmitt (1888-1985), le juriste nazi rédacteur des lois anti-juives, pour qui l'art du politique se résume à celui de désigner des ennemis. Schmitt significativement garde beaucoup d'adeptes. En réduisant au minimum les interventions protectrices de l'État et en faisant de chacun le concurrent de tous, le

Le démantèlement du secret professionnel s'inscrit dans un univers de méfiance généralisée.

néolibéralisme favorise la paranoïa sociale et son cortège de violences projectives. Il précarise le quotidien, ruine le lien social, brouille les transmissions, et n'arrive plus à proposer de valeur ailleurs que dans l'argent. Malheur donc à ceux qui ne réussissent pas à en trouver ! Ils perdent la face en même temps que l'accès aux rituels de consommation. Il ne reste plus à certains que la dépression ou la haine, la prostration ou la délinquance, le suicide ou le terrorisme. Ou alors, la rédemption par une religion qui, en bénissant les noces du suicide et du terrorisme, fait du délinquant un « martyr ». Dans un essai de 1997, *La frontière invisible : violences de l'immigration*, la psychanalyste Alice Cherki¹ a décrit avec justesse le passage structurant de la honte à la haine chez certains adolescents issus de l'immigration, brûleurs sporadiques de voitures. C'était bien avant la vogue des attentats-suicides.

Un signal fort

Tentons de rassembler les fils. Si la démocratie, c'est l'égalité dans la différence sous la protection de l'état de droit, le néolibéralisme, c'est l'uniformisation dans la concurrence avec le moins de lois possible. En forçant chacun à adapter son existence à des procédures standardisées pour survivre, le néo-libéralisme rabote les statuts sociaux et favorise les régressions identitaires. Vus sous cet angle, la N-VA, le Front national, les Molenbeekois radicalisés, procèdent d'une même dynamique. Bien qu'avançant à des rythmes différents, et stigmatisant tantôt les kouffar mécréants, tantôt les Wallons communistes, tantôt les fraudeurs sociaux et les réfugiés, ils excellent à désigner des boucs émissaires. La social-démocratie, par contre, tend – avec des fortunes diverses – à promouvoir l'égalité dans la différence en pariant sur la solidarité. C'est manifestement plus difficile mais nous ne pouvons nous passer de cette utopie – de cette étoile qui guide la marche – si nous voulons éviter l'apocalypse. Car le démantèlement du secret professionnel est un signal fort. Il s'inscrit dans un univers de méfiance généralisée qui fait de chacun un suspect :

aussi bien l'assistant social que celui qui vient le consulter. En réduisant le terrorisme à un argument de vente, en démantelant pour notre « protection » ce qui véritablement nous protège, le cdH, le CD&V, l'Open Vld, le MR, la N-VA – faisons leur ce crédit – ne savent pas ce qu'ils font. De plus, ils se trompent de cible : si le terrorisme est fait pour terroriser, les angoisses sociétales – autrement profondes – l'avaient de longtemps précédé. Rappelons-nous qu'en 1996, la Belgique vivait un épisode de psychose collective. Par-delà les clivages linguistiques, le pays tout à coup n'était plus divisé qu'en abuseurs et abusés. Dans un silence impressionnant, des centaines de milliers d'adultes apeurés avaient cristallisé leurs angoisses en s'identifiant à des enfants abusés – alors que l'affaire Dutroux n'était que de très loin une affaire de pédophilie. En redoublant tapageusement l'obligation d'assistance à personne en danger, l'« obligation de signaler » avait déjà fait à l'époque pas mal de dégâts. Aujourd'hui, un pas plus loin, c'est la délation préventive et la déresponsabilisation généralisée qui sont mises en place. Rien de plus facile sans doute que de vendre du vent sécuritaire à des gens qui ont peur, mais cela ne fait qu'ajouter à l'angoisse et à la confusion. En ces temps sombres pour la pensée et où la politique sombre dans le chaos, il ne reste plus sans doute que les repères de l'anthropologie – autrement dit, les invariants qui balisent la condition humaine et dont la non prise en compte peut faire capoter le genre humain. Précisons que ceux-ci reposent rationnellement sur les contraintes biologiques de la condition humaine : celles d'un être prématuré à la naissance, au développement cérébral étalé sur vingt ans, handicapé de l'instinct, incapable durant des années de survivre sans l'assistance d'autrui, et voué à remplacer l'absence de schémas adaptatifs préformés par l'apprentissage de comportements salvateurs transmis par la culture. À commencer par le langage.

Plus radicalement encore que la balise socio-politique du travail, le deuxième repère s'appuie, comme le suivant, sur l'anthropologie physique. Il constitue le noyau de l'anthropologie psychanalytique : il s'agit de l'antagonisme entre pulsion et culture (Freud, *Malaise dans la culture*, 1929)². Ce que la psychanalyse appelle « pulsion » se noue dans le rapport précoce du nourrisson aux

1. Cherki A., *La frontière invisible : violences de l'immigration*. Ed. Elema, 2006 (réédition).

2. Freud S., *Malaise dans la culture*, Ed Flammarion, 2017 (réédition).

adultes tutélaires. Cela mène à cette addiction au corps de l'autre – quelquefois sublimée – que nous appelons « sexualité » et qui dépasse de loin le champ de la fonction génésique. En ce foyer effervescent réside le désir de vivre : c'est précisément ce qui se met en panne dans la dépression grave. Au cœur du désir de vivre, la pulsion fonctionne dans l'immédiation. Mais par ailleurs, notre existence est si fragile qu'elle ne peut subsister qu'au prix des secours et des régulations de la vie collective, lesquelles exigent patience et médiation : « Attendre et renoncer ». Nous touchons ici au point nodal de la conflictualité humaine et de la nécessaire mise en place de fragiles équilibres. Il n'est pas difficile de comprendre que le capitalisme financier mondialisé dérégulé – qui fonctionne sur le mode du « Tout et tout de suite » – peut mettre l'humanité gravement en péril. Par définition, il tend à fonctionner « hors la loi » et ne déteste rien tant que ce qu'on nomme en justice des « arrêts ».

Protecteur/persécuteur

La troisième balise souligne que les interventions tutélaires et prolongées sur le corps du petit enfant – par exemple, le fait de le laver, de le langer – se déroulent fonctionnellement sur le mode de l'emprise et de l'intrusion, quand bien même relationnellement elles se passent dans la tendresse et l'affection. Il s'ensuit que dans la vie psychique – pour bonne part inconsciente – il ne se trouve aucun critère de démarcation stable entre protection et intrusion. Au plan du vécu, autrement dit, le protecteur n'est jamais loin du persécuteur, ni la relation d'emprise et le sado-masochisme de la relation tout court. Dans cette perspective, on peut considérer que la xénophobie constitue le réglage par défaut du rapport à l'autre. En situation de crise, il est dès lors facile de faire diversion en suscitant des fureurs racistes. Pour recadrer Schmitt, on pourrait dire que l'identification des ennemis est « le degré zéro » du politique. À ce qui précède, il faut encore ajouter que la fragilité du corps n'a d'égale que celle de l'identité. En bref, je ne peux devenir « moi-même » que dans un processus d'identification à l'autre, à condition qu'il soit semblable à moi tout en restant autre que moi. Difficile donc de ne pas s'emmêler quelquefois les pinceaux et de ne pas prêter à cet autre mes propres désirs. Notamment les moins

avouables. La paranoïa autrement dit, campe sur le fonds de commerce de la vie psychique : rien de plus naturel que de diaboliser l'autre pour s'exonérer de sa propre noirceur. Inutile d'ajouter que la suspicion de principe portée sur le secret professionnel accentue la part la plus paranoïde du rapport à l'autre – là où devrait primer confiance, responsabilité et liberté de parler.

Dernier repère enfin, l'anthropologie sociale et sa pierre d'angle : l'œuvre de Claude Lévi-Strauss. On y trouve, dès 1949, une définition fonctionnelle simple et lapidaire des sociétés humaines : pas d'existence en société possible sans coo-

pération, pas de coopération sans échange, pas d'échange qui tienne sans réciprocité. En bref, la société c'est l'échange et tout ce qui peut le pérenniser. Il y va de la survie même de l'humanité et du seul traitement viable de l'altérité – au sein des groupes humains comme au sein des relations entre ces groupes. J'ajouterai qu'il n'y a plus féconde réciprocité que dans la solidarité – laquelle est une réciprocité dont on accepte de voir différer indéfiniment les effets, en consentant à s'identifier à des enfants, des hommes, des femmes qu'on ne rencontrera jamais. Il s'agit d'un investissement à long terme dans l'univers humain.

Un dernier mot sur l'étymologie et sur le côté provocateur du mot « éthique ». Ne faudrait-il d'ailleurs le dénoncer à l'autorité compétente ? Car, si « éthique » en français vient du mot *éthos* qui signifie en grec « philosophie morale », le mot « éthologie » provient du même terme à peine décalé – écrivons-le *èthos* – qui veut dire « l'habitat naturel d'une bête ». Où est l'erreur ? Ou alors, où est le lien ? Devant nos yeux bien sûr. Car si le mot « éthique » semble provenir d'une même racine qui tantôt désigne la philosophie morale, tantôt l'habitat d'une bête, c'est que les deux vivent en bonne entente. L'éthique – la solidarité – c'est la niche écologique de l'animal humain. ■

**Rien de plus facile
sans doute que de
vendre du vent
sécuritaire à des
gens qui ont peur.**